Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

Dans le prolongement de la visite d'Etat du Président de la République François HOLLANDE en juin dernier et de l'accord signé avec le Premier Ministre ABE, Geneviève FIORASO, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, s'est rendue pour la troisième fois au Japon, du 5 au 7 octobre. La ministre a fait le point avec ses homologues sur le **renforcement de la mobilité des étudiants et des chercheurs entre les deux pays**
et le
développement de la coopération scientifique
, déjà très dense entre les deux pays, en s'appuyant sur les grandes priorités partagées des agendas stratégiques de recherche respectifs.

La ministre a été invitée pour la deuxième année consécutive au Forum Science & Technology in Society (STS-Forum) à Kyoto, grand rendez-vous international sur le thème de la science, de la technologie et de l'innovation qui réunit des décideurs du monde politique, de l'administration, des entreprises et de la communauté scientifique et universitaire. Intervenant en session plénière, la ministre s'est exprimée sur l'innovation comme moteur de la croissance économique et levier stratégique pour répondre aux défis globaux auxquels nos sociétés font face : réchauffement climatique, accès à une alimentation sûre et durable, accompagnement du vieillissement, lutte contre les pandémies, efficacité et sobriété énergétiques... La Ministre a insisté sur l'importance du lien entre la recherche et l'industrie, en rappelant l'inscription du transfert des résultats de la recherche publique vers le milieu socio-économique dans la loi sur l'ESR votée en juillet dernier.

La Table ronde ministérielle, réunissant ministres et hauts responsables de vingt-sept pays, était ensuite consacrée à la mobilité internationale des chercheurs et étudiants, dans le contexte de la globalisation. La ministre a rappelé l'ensemble des mesures prises en France en faveur de la mobilité des étudiants, de leurs enseignants et des chercheurs, avec des parcours internationaux qu'elle souhaite généraliser.

La volonté du MESR est aussi de développer les cursus internationaux là où ils sont

insuffisants aujourd'hui, dans les formations technologiques et professionnelles. Des mesures favorables à la mobilité ont été adoptées : visas pluriannuels, cours en langues étrangères, simplification de l'offre de formation, et recours au programmes européens soutenant la mobilité (Erasmus plus, Marie Curie et ERC dans Horizon 2020).

Au cours d'entretiens avec son homologue japonais en charge de la politique de recherche et de l'espace, Ichita YAMAMOTO, ainsi qu'avec le ministre du MEXT (enseignement supérieur), Hakubun SHIMOMURA, la ministre a rappelé l'ambition nouvelle pour la France d'un rayonnement et d'une ouverture internationale :

- en termes de mobilité étudiante :

La France accueille chaque année 2 000 étudiants japonais, principalement dans les filières artistiques, et compte moins de 1 000 étudiants français au Japon. L'objectif est de développer la mobilité en France des étudiants japonais, en particulier dans les filières scientifiques, et d'encourager la mobilité vers le Japon.

- en termes de partenariat scientifique :

La France est le 4ème partenaire scientifique du Japon, dont la dépense de R&D s'élève à 3,7 % du PIB, dont 71 % du secteur privé. Au-delà du partenariat établi de longue date en matière nucléaire, de l'engagement du Japon dans l'Organisation internationale ITER, et du dialogue régulier entretenu en matière spatiale depuis 2005, les domaines scientifiques d'intérêt partagé identifiés font écho à « France Europe 2020 », l'Agenda stratégique pour la recherche, le transfert et l'innovation, lancé par la ministre le 21 mai dernier : les sciences de la vie-santé, les énergies renouvelables, la robotique et le numérique, les sciences des matériaux-nanotechnologies, ainsi que les très grandes infrastructures de recherche. Ils ont été illustrés lors de la visite de la ministre sur le site de Tsukuba, avec le constat d'une coopération scientifiques renforcée dans le domaine des nanotechnologies, avec le NIMS (National Institute for Material Science), ainsi que de la robotique, avec l'AIST (National Institute of Advanced Industrial Science and Technology).

Dans ce cadre, deux nouveaux accords de coopération ont été signés, entre l'université de Kyoto et le CNRS (pour les mathématiques et les sciences sociales), ainsi qu'entre l'université

de Tsukuba et l'université de Bordeaux (La création de « campus ouverts » en miroir avec la mise en place de bureaux internationaux). Ils visent à renforcer les échanges académiques (chercheurs et enseignants-chercheurs) et la mobilité des étudiants, à développer des programmes de formations communs, en particulier les thèses en cotutelle et les diplômes conjoints, des projets de recherche collaboratifs. Un partenariat similaire avec Grenoble sera signé d'ici un mois dans le secteur des nanotechnologies.

Avec l'ensemble des interlocuteurs rencontrés, tant d'Okinawa, qu'à Kyoto et à Tsukuba, la ministre a réaffirmé la volonté du Gouvernement de poursuivre et renforcer les liens de coopération qui unissent les deux pays, pour faire face aux grands défis scientifiques, environnementaux, sociétaux et économiques, et faire ensemble le pari de la compétitivité par la qualité, qui passe par une formation et une recherche de haut niveau.